

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 18/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **IMPRIMERIE DU NORD EST**

187 Chaussée Fernand Forest  
59200 TOURCOING

#### Références :

- inspection 2022
  - Transmission préfectorale du 18/10/2021 : lettre de la SCI Coubertin relative aux mesures réalisées dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancien site à l'arrêt depuis 2008.
- Code AIOT : 0007001845

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement IMPRIMERIE DU NORD EST implanté 187 Chaussée Fernand Forest 59200 TOURCOING. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site Les Imprimeries du Nord-Est est fermé depuis le 25/09/2008.

Dans le cadre d'un projet de vente et de changement d'usage (pour un usage d'habitation) de cette friche industrielle, le propriétaire de la friche a sollicité l'inspection de l'environnement afin que soient examinées les conditions de remises en état sur le plan administratif.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMPRIMERIE DU NORD EST
- 187 Chaussée Fernand Forest 59200 TOURCOING
- Code AIOT : 0007001845
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Les Imprimeries du Nord Est ont été autorisées par arrêté préfectoral du 15/11/1999 à exploiter une imprimerie fonctionnant avec des rotatives offset à séchage thermique.

Le site a cessé son activité en septembre 2008 et la procédure de liquidation judiciaire s'est avérée impécunieuse dès octobre 2008.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure de Cessation d'activité	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1	/	Sans objet
2	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 13/04/2012, article R512-39-2	/	Sans objet
3	Mise à l'arrêt définitif et remise en état	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jugement de la liquidation judiciaire de la société Les Imprimeries du Nord Est a été prononcé le 15/10/2008. L'impécuniosité de la liquidation est avérée. La liquidation administrative ayant été clôturée, le préfet ne peut plus faire application des procédures ICPE faute d'exploitant ou de représentant légal.

Au regard de ces éléments et du projet de changement d'usage envisagé au profit d'un usage de type habitat, la responsabilité première de maîtrise des risques incombe désormais au maître d'ouvrage, qui doit s'assurer de la compatibilité de son projet avec l'état des sols.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Procédure de Cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/07/2011, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, conditions de mise à l'arrêt
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.  <b>Constats :</b> Par courrier du 12/12/2008 adressé à Monsieur le Préfet du Nord, M Alain Thirion, qui était a priori le Directeur Général Délégué de la société Les Imprimeries du Nord-Est a informé le Préfet du Nord de la cessation d'activité du site de Tourcoing. A ce courrier, il a joint un dossier de cessation d'activité référencé « Entime – 2153-006-010/Rev A / 31.10.2008 ». Le dossier de cessation d'activité susvisé vise les parcelles 984, 985 et 986. Ce dossier très succinct ne respecte pas la méthodologie en vigueur en la matière. Toutefois, il semble établir : - l'absence de pollution dans les sols parmi ceux recherchés au travers de 11 sondages ; - la mise en sécurité primaire du site (accès, démantèlement des installations, enlèvement des déchets, coupure des utilités ).  Lors de la visite d'inspection, il est constaté un site clôturé, fermé par un portail et vide d'outils de production. Toutefois, il s'est avéré impossible de rentrer dans les bâtiments compte tenu de l'état de délabrement des structures et du risque apparent d'effondrement.  Cet établissement fait l'objet d'une fiche BASIAS (n°NPC5951847) mais ne fait pas l'objet d'une fiche BASOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Mise à l'arrêt définitif et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2012, article R512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> <p><b>Constats :</b> Maître Emmanuel Loeuille a été désigné mandataire judiciaire chargé de la liquidation de ce site par décision du Tribunal de Commerce de Roubaix-Tourcoing du 25/09/2008.</p> <p>Par courrier du 30/09/2008 adressé à la DREAL, Maître Loeuille l'informe que la SA Les Imprimeurs du Nord-Est ne dispose plus d'aucune trésorerie et qu'elle n'est pas en mesure de financer la déclaration de cessation d'activité compte tenu de l'impécuniosité de la procédure.</p> <p>Le jugement de la liquidation judiciaire a été prononcé le 15/10/2008. L'impécuniosité de la liquidation est avérée. La liquidation administrative ayant été clôturée, le préfet ne peut plus faire application des procédures ICPE faute d'exploitant ou de représentant légal.</p> <p>Au regard de ces éléments et du projet de changement d'usage envisagé au profit d'un usage de type habitat, la responsabilité première de maîtrise des risques incombe désormais au maître d'ouvrage, qui doit s'assurer de la compatibilité de son projet avec l'état des sols et l'adapter, le cas échéant, en conséquence.</p> <p>L'article R.111-2 du Code de l'Urbanisme donne la faculté au Maire d'exiger du pétitionnaire qu'il démontre la compatibilité de son projet avec l'état des sols et de n'octroyer le permis de construire que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales destinées à garantir la viabilité sanitaire du projet et à garder la mémoire de l'état des sols en cas de changement d'usage ultérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
---

**N° 3** : Mise à l'arrêt définitif et remise en état

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-3
<b>Thème(s)</b> : Autre, mesures de remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment : 1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; 2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; 3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; 4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage. Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.  II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.  III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.  <b>Constats</b> : Compte tenu du jugement de la liquidation judiciaire du 15/10/2008, le préfet ne peut plus faire application des procédures ICPE faute d'exploitant ou de représentant légal au titre des ICPE.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet